

NON À UNE ARMÉE BOULIMIQUE

PAPIER DE POSITION DU GROUPE DES VERTS

Adopté le 22 mai 2015



Plusieurs dossiers de l'armée seront débattus durant la session d'été 2015. Les Verts se sont exprimés de manière très critique par rapport au développement de l'armée et rejette ce projet. En outre, il sera décidé du sort des fonds pour le Gripen, qui selon le DDPS devraient rester dans le budget militaire. Les Verts s'engageront pour que ces fonds retournent dans le budget de la Confédération. L'armée doit tout d'abord développer une stratégie et analyser les nouveaux dangers avant de dépenser de l'argent que la population a refusé de lui octroyer.

Pour les Verts suisses, il manque une analyse précise et réaliste des menaces en fonction desquelles la défense doit s'orienter. Cette analyse devrait inclure les véritables menaces qui pèsent sur la sécurité de la Suisse, tel que le réchauffement climatique.

La probabilité d'une agression militaire conventionnelle de la Suisse doit être considérée comme extrêmement faible – et ce pas uniquement depuis la fin de la guerre froide. Les pays voisins sont des pays amis : la défense nationale classique est anachronique. De ce fait, la tâche principale de l'armée – la défense nationale du pays – devient caduque. Pour d'autres risques (terrorisme international) et d'autres tâches (sécurité intérieure), l'armée n'est pas adaptée : ni pour remplir des missions de police, ni de protection en cas de catastrophes. Et en matière de menaces liées au terrorisme, il s'agit plutôt d'améliorer les échanges d'informations entre les polices cantonales et entre celles-ci et la police fédérale, de même que de renforcer le Ministère public de la Confédération, instance judiciaire en charge des enquêtes contre les menaces à la sécurité de l'Etat. En résumé : les tâches civiles relèvent des autorités civiles.

Pour toutes ces raisons, les Verts rejettent avec fermeté les objets suivants :

Développement de l'armée (14.069)

Le soi-disant « développement de l'armée » (DEVA) a été approuvé par la Commission de politique de sécurité du National (CPS-N, second conseil) et sera débattu à la session d'été 2015. Le cadre financier se monte à 5 milliards de francs par an, un effectif réglementaire de 100 000 hommes et un développement massif des engagements intérieurs et du service de renseignement militaire. La séparation fondée sur l'Etat de droit entre l'armée et la police est affaiblie une fois de plus. Comme le DDPS calcule l'effectif réel des troupes avec un facteur arbitraire de 1.4, la décision signifie 140 000 soldats (si on ajoute encore les recrues, on atteint un ordre de grandeur de 160 000). La diminution effective est de moins de 20%. A cela s'ajoute la décision de la CPS-N de « cimenter » le budget militaire dans la loi ([voir article dans la NZZ, 19.5.2015](#)), afin de le soustraire à des mesures d'économie. Nous soutenons en ce sens la minorité Fischer.

Les Verts ont été les seuls à plaider en faveur de la non-entrée en matière (Recordon dans la CPS-S, Trede dans la CPS-N). Finalement, le projet de loi a été rejeté par les Verts, le PS et les Vert'libéraux. L'argumentation est simple. Le Conseil fédéral lui-même a parlé dans son rapport sur l'armée 2010 d'un effectif réglementaire de 80 000 hommes et de 4.4 milliards de francs qui devraient suffire au mandat de l'armée. Le Parlement a corrigé ces chiffres vers le haut et le Conseil fédéral défend les chiffres du Parlement. Nous pouvons donc dire avec bonne conscience que le DEVA n'est pas un développement mais un recul.

Programme d'armement (15.017)

La position des Verts est claire et cohérente : plutôt que d'investir dans des biens d'équipement militaires, il est temps que la Suisse renforce son engagement en faveur d'une promotion civile de la paix et de l'aide au développement. Raison pour laquelle, les Verts refusent depuis des années les programmes d'armement.

En 2015, il y aura pour la première fois dans l'histoire suisse deux programmes d'armement. Un programme « normal » (session d'été) et un programme d'armement 15+, qui a été adopté par le Conseil national via une motion de commission. De plus, comme on a pu le lire dans les médias, il existe un plan d'acquisition selon lequel le Conseil fédéral veut acheter au cours des années 2015-2020 des biens d'armement pour un montant de 6 milliards de francs. Cela dépasse largement la valeur des 20 dernières années.

Le programme « normal » d'armement (542 mio) comporte, aux côtés de véhicules motorisés inutiles et d'un simulateur de tir, l'achat de drones de reconnaissance israéliens (250 mio). Ceci pose trois problèmes : premièrement, la Suisse n'a pas besoin de drones pour garantir sa propre sécurité. Deuxièmement, les Verts sont en principe pour un arrêt de toute collaboration en matière d'armement et de coopération militaire avec des pays qui violent les droits fondamentaux et le droit international, comme par ex. Israël.

Dans le programme d'armement 15+ (1,1 milliard), qui sera sans doute débattu en décembre au Parlement, il est prévu de dépenser entre autres les 300 millions annuels du Gripen qui ont été économisés avec le refus de l'achat. Les Verts ont toujours défendu le fait que les économies réalisées grâce au refus du Gripen reviennent à la caisse générale de la Confédération. Le programme d'armement 15+ comprend entre autres de nouveaux véhicules et un système de mortier complètement dépassé.

La proposition au sujet du programme d'armement 2015 est : une non-entrée en matière !

Acquisition d'avions de transport (14.4060)

La Conseil des Etats a voté en faveur de l'acquisition d'avions de transport, de même que la CPS-N. La motion sera traité lors de la session d'été 2015. Une proposition de minorité a été déposée par Trede, minorité suivie par l'UDC.

Il y a exactement 10 ans, le Conseil national votait Non sur un objet similaire – un succès-double pour les Verts ! Tout d'abord les avions de transport se plantaient. Puis, c'est tout le programme d'armement qui s'est planté, pour la première fois de l'histoire suisse, en raison de l'obstination du Conseil des Etats vis-à-vis de cet achat. Les Verts étaient parvenus à convaincre une majorité du PS à voter Non, alors même que la délégation de la CPS, à une exception près, avait soutenu cet achat – en raison des interventions militaires à l'étranger. En 2015, ce succès pourrait se répéter. Un Non est en train de se construire autour de la commission des finances. Les Verts, l'UDC et la moitié du PS pourraient former une majorité.

Les arguments contre cet achat :

- La situation n'a pas changé, au contraire, les conséquences catastrophiques de l'interventionnisme militaire (officiellement : *humanitaire*) sont aujourd'hui encore plus visibles qu'en 2005. Avec cet objet apparemment inoffensif, les interventionnistes ont l'intention de rendre les engagements à l'étranger à nouveau acceptables, après les défaites relatives aux engagements en Somalie ou en Afghanistan ;
- Le DDPS clarifie en ce moment si des vols de renvoi doivent avoir lieu avec les avions de transport (en 2005, cela faisait déjà partie du programme) ;
- La menace plane d'un transfert des coûts vers le DFAE. Ce faisant, des fonds manqueraient pour une politique civile de la paix et pour un réel engagement humanitaire ;
- Indéfendables sont les allusions à Ebola, l'évacuation du personnel d'ambassade, des transports Swisscoy vers le Kosovo plus avantageux ou à l'aide en cas de catastrophe. La flexibilité concernant la capacité, le volume de fret etc. est meilleure avec le système actuel de location ;
- Les Verts doivent s'en tenir à leur position exprimée jusqu'ici : développement de la promotion civile de la paix, pas d'engagements militaires à l'étranger.